

Un système poussé à la dérive libérale...

Une alternative possible.

Pierre FRACKOWIAK

Notre système éducatif souffre.

Un rappel historique schématique est nécessaire pour situer les problèmes et les dangers. L'Ecole a connu deux grandes périodes: « le temps de l'Ecole de Jules Ferry » de sa fondation à la fin des années 1960, caractérisé par une grande stabilité, et « le temps de la rénovation pédagogique » de 1969 à 2002, caractérisé par le mouvement et par une certaine continuité républicaine malgré les alternances politiques. En 2002, elle entre dans une période dont les historiens diront sans aucun doute qu'elle a été « le temps de la destruction ». En 2007, elle pouvait espérer une ère de reconstruction, le nouveau ministre étant beaucoup plus compétent et plus ouvert que son prédécesseur, et un retour à la conception républicaine, spécifiquement française, qui avait prévalu jusqu'en 2002. En fait, après une période de latence, le ministre la pousse délibérément, sans que cela ne provoque de grandes réactions, dans « le temps de la construction du système libéral ». Toutes les mesures prises depuis quelque temps sont parfaitement cohérentes avec un projet de société fondé sur la loi du plus fort et sur la charité pour les faibles. On accrédi­tera ainsi l'idée de fatalité de l'échec et on confortera la bonne conscience des décideurs avec une quantité de mesures qui permettront de dire que tout a été fait pour les pauvres, et que, s'ils en sont là, c'est bien par ce que c'est leur destin.

Au cours des années 1960, le constat est sans appel. Les performances de l'Ecole de Jules Ferry se révèlent très insuffisantes par rapport aux nouveaux besoins d'une société en profonde mutation dans tous les domaines. Certains oublient ou feignent d'oublier aujourd'hui les insuffisances notoires des performances des élèves en 6^{ème} à cette époque, notamment dans le domaine de la lecture (compréhension des textes lus, par exemple, les énoncés de problèmes), de l'expression orale et écrite. Les raisons de leur attitude sont limpides: il s'agit de cultiver le mythe porteur d'un âge d'or de l'école avec la volonté de mobiliser l'opinion publique contre l'évolution de l'école et sa démocratisation. Les objectifs des conservateurs sont atteints en grande partie en exploitant la nostalgie et la dramatique faiblesse du niveau d'information des citoyens sur les questions d'éducation. Mais les faits sont là, têtus: il fallait changer l'école. Mai 1968, qui n'est que le révélateur d'une crise profonde et non, comme certains le prétendent, une cause des difficultés actuelles, a d'ailleurs vu fleurir de nombreux slogans à ce sujet: "changer l'école", "apprendre à apprendre", "ouvrir l'école sur la vie", etc. Il est sans doute prudent de souligner que ce jugement n'est en rien une dénonciation de la « belle époque » de l'Ecole. Cette Ecole aura rendu tous les services que la société de l'époque pouvait en attendre. L'élitisme et la ségrégation sociale qu'elle portait s'effaçaient avec les immenses possibilités d'insertion sociale et parfois d'épanouissement, par le travail. Le chômage n'était pas ce qu'il est devenu. On ne parlait pas d'échec scolaire...

De la réforme à la destruction

A partir de 1969, le système a connu une période de mouvement, de réflexion, de tâtonnements, de recherches, d'expérimentations, initiée par des ministres de droite puis, à partir de 1981, en alternance, par des ministres de droite et de gauche. La succession de réformes, de circulaires, de « nouveaux programmes » a malheureusement laissé une impression négative. « A chaque ministre sa réforme », « assez de réformes », etc sont devenus des slogans habilement exploités, qui demeurent dans les représentations et les discours des enseignants. Pourtant, hormis l'échec des mathématiques modernes et la parenthèse J-P CHEVENEMENT qui justifiaient l'idée de "retour de balancier", toutes les décisions et les incitations allaient dans le même sens: transformer l'école pour améliorer son efficacité. Le tiers-temps pédagogique, les activités d'éveil, les nouvelles instructions pour l'enseignement du français, la réécriture des programmes à la fin des années 70 prenant en compte la notion de compétence et précisant la place de l'élève, les recherches de l'INRP pour le français, les maths, les sciences, etc, ont permis des évolutions positives, au moins à l'école primaire qui bénéficiait du droit à la formation continue pour ses enseignants. Certes les mises en œuvre ont été laborieuses, les effets inégaux dans la mesure où la résistance au changement est quand même une caractéristique du monde enseignant et dans la mesure où l'accompagnement, la régulation, l'évaluation des réformes ont été ou inexistantes ou faibles. La loi d'orientation de 1989, dite Loi Jospin, avec le projet d'établissement, avec les cycles, avec les livrets scolaires, avec le temps de concertation (la 27^{ème} heure), avec cette notion fondamentale de l'élève au centre du système, est venue mettre un point d'orgue à cette période. Elle a formalisé et structuré les réflexions multiples engagées depuis une vingtaine d'années. Elle a clairement mis un terme ou tenté de mettre un terme à la lente agonie de l'Ecole de Jules Ferry. Les successeurs de L. Jospin n'ont pas mis en cause fondamentalement cette loi qui restera une loi historique, mais ils ne l'ont pas vraiment soutenu et ils se sont peu mobilisés pour la faire vivre et réussir, au point que lorsque, au nom du conservatisme, il fût question de la remettre en cause, elle n'a guère trouvé de défenseur, même dans les rangs des amis de L. Jospin.

L'école a considérablement progressé au fil de ces années au cours desquelles beaucoup d'enseignants se sont engagés, se sont enthousiasmés, ont réalisé de grands projets. La contestation ou la dissimulation du progrès réalisé, alors que la réforme n'avait finalement pénétré qu'un nombre faible de classes, sont faciles. Lorsque l'on sort les statistiques (15% des élèves entrant en 6^{ème} ne sauraient pas lire, par exemple), on laisse habilement entendre qu'avant 1969, c'était mieux. On ment et on trompe l'opinion publique. L'honnêteté intellectuelle impose de regarder les nombres dissimulés par les pourcentages: 15% de 100, c'est quand même différent de 15% de 100 000! Quand une vedette déclare sur les plateaux de télévision que sa grand-mère faisait zéro faute à toutes ses dictées, tous les français pensent que leur grand-mère était aussi performante. C'est une stupidité qui finit par avoir la vie dure. Toutes les grand-mères ne faisaient pas zéro faute et une grande proportion d'entre elles ne savait pas lire. De la même manière, on a une nette tendance à surestimer ses propres performances scolaires, ce qui conduit paradoxalement à ce que des hommes et des femmes en viennent à revendiquer le retour à une Ecole dont ils ont été des victimes.

2002 annonce la rupture de cette lente évolution, imparfaite, insuffisante, mais positive. N'oublions que la transformation d'un système éducatif ne peut se concevoir qu'à l'échelle d'une ou plusieurs générations et nécessite un minimum de continuité

républicaine, transcendant les alternances politiques et les personnalités des ministres, comme ce fût à peu près le cas de 1969 à 2002.

Le « grand débat » présidé par Claude Thelot a joué un rôle ambigu. Annoncé aux lendemains des élections présidentielles, il a sonné le glas pour la loi de 1989 qu'il a ignoré largement, il a ouvert la voie à une nouvelle loi d'orientation, quasiment vide, la loi Fillon, et à une nouvelle période de l'histoire de l'École, celle du rejet de la modernité et du progrès, « le temps de la destruction », que l'on pourrait aussi nommer « le temps du retour », retour aux fondamentaux, retour au bon vieux temps... Tous les verbes des textes et discours relatifs à l'école furent alors affublés du préfixe « re », refonder, restaurer, revenir, rétablir... comme si l'école s'était auto détruite allègrement de 1969 à 2002, avec la complicité active des Faure, Guichard, Fontanet, Haby, Beullac, Savary, Monory, Jospin, Lang, Bayrou, Allègre... tous des incompetents aux yeux de groupuscules réactionnaires dont les membres s'enorgueillissent toujours de ne pas avoir appliqué les réformes, campant sur le mythe de « l'École de Jules Ferry ».

Le summum a été atteint, sans grande manifestation d'opposition, il faut bien le dire, par Monsieur le comte de Robien avec l'aide des milieux les plus réactionnaires du paysage éducatif et politique - certaines de ses positions sur l'école étant identiques à celles du Front National - et le soutien zélé de son penseur maison, Bentolila, chargé de justifier, a posteriori, en les teintant d'une expertise contestée par les chercheurs en activité, les opinions de café du commerce du ministre: le ba-ba obligatoire, la grammaire de grand-mère, les leçons de mots, le calcul de grand-père... La férule et la blouse grise apparaissent à l'horizon. L'opinion publique, sous informée sur ces questions et remarquablement manipulée, approuvant la vigueur ministérielle, une partie des enseignants eux-mêmes se réjouissant du retour à des pratiques beaucoup plus simples à mettre en œuvre et du procès systématique de l'amont, il n'y avait pas de raison de ne pas tenter d'aller plus loin: la condamnation du collège unique, l'incitation à la dénonciation des enseignants réfractaires par les parents, le dénigrement de toutes les recherches pédagogiques contemporaines, le procès en sorcellerie des « pédagogistes », pédagogues ainsi qualifiés par les intégristes du traditionalisme pédagogique... Ce fût un désastre pour la pensée dans le domaine de l'éducation. L'histoire dira à quel point cette période aura été destructrice de l'école. Car, même si au terme de la période de « la rénovation pédagogique », l'impact réel des réformes a été relativement faible, le mouvement des idées, la réflexion sur les rapports enseignant / enseigné, la capacité à analyser les facteurs favorables à l'amélioration de la réussite scolaire qui se sont développés, sont incontestables. Ils ont ouvert la voie à la construction d'une nouvelle école pour le 21^{ème} siècle. Le passage de G. de Robien peut vraiment être considéré comme le temps de la rupture d'un mouvement engagé depuis 1969 et comme l'expression d'une volonté d'imposer le retour impossible au vieux passé.

Des occasions manquées

Avec la nomination de Xavier DARCOS à la tête du ministère de l'Éducation Nationale, on pouvait espérer des éclaircies: professeur, inspecteur général de l'Éducation Nationale, ayant occupé plusieurs postes ministériels, maire de sa commune. Un des meilleurs connaisseurs du système, respecté et même apprécié par ses anciens collègues de gauche, attentif et habile, il avait su prendre une certaine distance par rapport au positionnement de son prédécesseur, au point d'inquiéter les milieux les plus conservateurs si bien en cour avec G. de Robien. On a même pu

observer quelques désenchantements et grincements de dents sur leurs sites Internet. La position du ministre n'était pas et n'est toujours pas facile à tenir. Sous la surveillance constante du Président de la République, il ne pouvait pas désavouer son illustre prédécesseur, ignorer le projet⁴ éducatif de l'UMP, repousser ostensiblement les procureurs et les détracteurs de l'école...

Par contre, il pouvait ou il aurait pu ou il pourrait, s'appuyer sur quelques opportunités pour impulser des idées neuves et remobiliser un corps enseignant en manque de reconnaissance sociale et en manque de perspective mobilisatrice voire – rêvons un peu – enthousiasmante.

Plusieurs entrées auraient pu être explorées:

- *Le samedi matin.* La réduction du temps d'enseignement devant élèves impose une réécriture des programmes. Les enseignants ne pourront jamais faire en 24 heures ce qu'ils ne pouvaient pas faire en 27 heures. Il y avait là une occasion évidente qui aurait été admise par tous au nom du simple bon sens, de renouveler la réflexion sur les savoirs et compétences à enseigner, sur les rapports entre les savoirs scolaires (les disciplines), les savoirs sociaux et les savoirs savants, sur les choix à faire face à l'accumulation exponentielle des savoirs diffusés, sur le sens et sur les transversalités. On sait que l'école a besoin de contourner cette tendance à surajouter des savoirs dans chaque discipline puisque ce sont essentiellement des spécialistes des disciplines qui écrivent les programmes, et de s'engager dans des voies nouvelles qui peuvent prendre en compte des réflexions fondamentales comme celles d'Edgar Morin sur les savoirs nécessaires à l'éducation du futur et des recherches sur l'exigence de sens des apprentissages pour les élèves.

- *Les lettres du président de la République, celle adressée à son ministre en juillet et celle adressée à tous les éducateurs.* On retiendra en particulier ces quelques phrases, qui risquent de rester lettres mortes si l'on n'y prend garde:

- « Il serait vain pourtant de chercher à ressusciter un âge d'or de l'éducation, de la culture, du savoir qui n'a jamais existé. Chaque époque suscite des attentes qui lui sont propres.

- Nous ne referons pas l'école de la 3^{ème} République, ni même la nôtre. Ce qui nous incombe, c'est de relever le défi de l'économie de la connaissance et de la révolution de l'information.

- Par dessus les catégories traditionnelles de la connaissance, il faut maintenant tisser la trame d'un nouveau savoir, fruit de la combinaison, du mélange, de la fécondation réciproque des disciplines.

- Il faut amener l'enfant à s'interroger, à réfléchir, à prendre de la distance, à réagir, à douter et à découvrir par lui-même les vérités qui lui serviront durant toute sa vie. »

Comment réaliser ces ambitions? Peut-on le faire sans rien changer? Juste en ravalant quelques façades ou en effectuant quelques retouches? Certains prétendent que le Président ne fait que dire ce que l'Ecole a toujours fait. Mais alors à quoi bon le rappeler? Et si l'on prend en compte ces indications, n'est-on pas en droit de se demander quand elles seront concrètement opérationnalisées, comment, par qui. Nous avons trop longtemps pensé qu'il suffisait de parler des finalités de l'Ecole pour qu'elles se réalisent. La dégradation de notre société montre qu'il est urgent de ne pas limiter les ambitions de l'Ecole à la transmission de contenus disciplinaires juxtaposés

sans rapport construit avec les finalités

- *Les propositions constructives des partenaires de l'école*, notamment des mouvements d'éducation populaire, l'attente des maires et des présidents des collectivités territoriales qui paient de plus en plus mais qui sont tenus à l'écart de la définition des projets, sont autant de leviers possibles dont le ministre pouvait s'emparer pour transformer l'école

Des signes et des tendances lourdes

Toutes ces ouvertures, ces leviers possibles pour le changement semblent déjà oubliées. Comme depuis toujours, il y a les finalités qui seraient de l'ordre du discours, sans la moindre prise en compte dans les pratiques quotidiennes et dans la vie des écoles et des établissements -comme si tout cela allait de soi-, et il y a les disciplines, des réalités que l'on retouche de temps en temps sans jamais rien changer au fond.

Par contre, plusieurs signes sont inquiétants et la tendance fondamentale vers une nouvelle ère, celle du libéralisme, se révèle chaque jour davantage.

- *L'appel à Bentolila pour l'avenir de l'école maternelle est un de ces signes.* Son rapport est apparu pour beaucoup comme une provocation ou une fleur commerciale. Il est critiqué de toutes parts. Une tribune signée par plus de cent chercheurs, des vrais, qui cherchent encore, qui animent des laboratoires, psycholinguistes et universitaires, remettent les positions de Bentolila, sans le citer, à leur juste valeur qui est particulièrement faible et très facilement contestable. En voulant formater l'enfant en élève dès son entrée à l'école, en méprisant la langue de ses parents, en balayant d'un revers de main les savoirs et la langue des familles, les propositions de Bentolila provoquent de belles indignations mais son rapport existe et il est d'inspiration libérale.

- *La référence, largement médiatisée, à la date de naissance de Clovis* qui devrait être, selon le ministre, connue par cœur par tous les petits français, rassure conservateurs et nostalgiques mais inquiète fortement les progressistes. Serait-elle finalement un aveu d'une proximité avec G. de Robien?

- *La question du service minimum en cas de grève* au-delà de tous les problèmes qu'elle pose et qui sont bien décrits par les syndicats représentatifs apparaît comme une nouvelle manière d'opposer les familles aux enseignants, de multiplier les conflits entre les parents et l'école qui, après le temps de la dénonciation, de la contestation des choix pédagogiques des enseignants provoquées par les interventions télévisées de M. de Robien, troublent à nouveau le climat dans et autour des écoles.

La tendance de fond qui détermine la dérive et pourrait la rendre difficilement réversible est le libéralisme, en rupture avec la continuité républicaine française et avec la pensée gaulliste, encore portée par J. Chirac, qui semble définitivement abandonnée. Nous ne sommes plus dans la phase de destruction de M. de Robien, nous entrons fortement dans la phase de construction d'une école éclatée sur fond de modèle anglosaxon. Toutes les mesures prises vont dans le même sens:

- ***La centration sur l'individu au détriment de l'être social***

On cible désormais l'individu en rejetant la dimension du collectif, du groupe, de l'équipe. Les projets personnalisés de réussite éducative (PPRE), les dispositifs mis en place dans le cadre des dispositifs de réussite éducative prévus par la loi de cohésion sociale (DRE), la systématisation des évaluations individuelles, la stigmatisation des faibles (heures supplémentaires le samedi matin, stages de rattrapage pendant les vacances) vont dans le même sens. On attribue la responsabilité de l'échec ou de la difficulté à la personne et à la famille, jamais au système ou aux pratiques pédagogiques. L'élève ne travaille pas assez, il ne fait pas ses devoirs, il n'apprend pas ses leçons, il ne parvient pas contrairement à d'autres à faire chez lui hors temps scolaire ce que l'école n'a pas su faire chez elle pendant le temps scolaire. Ses parents ne font pas leur travail d'assistants, de répétiteurs, de sous-enseignants. On lui imposera donc de nouvelles doses massives de cette soupe qu'il n'a jamais digérée et qu'il digérera de moins en moins malgré tous les efforts d'explication (« tu n'as pas compris, pourtant je te l'ai expliqué dix fois »), car il est impossible de remédier efficacement et durablement ce qui n'a pas été d'abord « médié »

- ***Le culte de la performance de l'individu et de l'entreprise école***

Les évaluations ouvrent la voie aux hit parades et aux sanctions. Les remises des prix seront sans aucun doute à l'honneur. Les performances des établissements seront publiées dans la presse... On sait pourtant que ces pratiques sont pernicieuses, qu'elles induisent tricheries, bachotages, falsifications... S'il faut améliorer les résultats... pas de problèmes, en une année, on saura, même sans moyens, réaliser l'objectif fixé par la hiérarchie

Les évaluations des enseignants par rapport aux résultats et aux progressions des élèves vont dans le même sens et présentent les mêmes risques. Comment pourra-t-on pondérer selon le milieu social, selon la réalité ou non de la continuité pédagogique, du travail d'équipe, de la cohérence dans l'établissement? Comment évitera-t-on le développement de l'individualisme et des formes malsaines de compétition? Comment évitera-t-on les dangers de l'arbitraire? S'il est incontestable que les modes de fonctionnement de l'inspection doivent changer, il est évident que cela ne pourra pas se faire sans une solide réflexion et une réelle concertation avec les corps d'inspection et avec les enseignants.

- ***La suppression de la carte scolaire***

Dans ce contexte de personnalisation et d'évaluationnisme, de publication de performances, on videra ou on ghettoïsera les établissements des quartiers les plus pauvres. On créera les écoles de riches et les écoles de pauvres, les écoles à succès étant contraintes de limiter les inscriptions et donc de sélectionner... qu'on le veuille ou non. L'effet sera mécanique. Loin de résoudre les problèmes, on ne fera que les aggraver. Rappelons que la question de la carte scolaire ne saurait être résolue par l'Education Nationale, elle relève d'abord et surtout des politiques d'aménagement du territoire et du logement.

- ***La disparition de fait du concept de projet éducatif global***

Ces tendances lourdes risquent d'être renforcées par l'abandon des projets collectifs, partenariaux, qui donnent du sens à la place d'une école ou d'un

établissement dans un quartier, un village ou une ville. A force de personnaliser, de renforcer la centration sur les fondamentaux, de sortir le non fondamental de l'école, on sanctuarise l'école et on l'isole. Cette évolution est à mettre en relation avec la vie sociale, avec le développement de la violence et du mal vivre ensemble. Plus l'Ecole sera repliée sur elle-même et isolée, moins elle contribuera à jouer un rôle dans la construction d'une société fraternelle.

Pédagogie, idéologies?

Toutes ces tendances et ces dispositions sont potentiellement renforcées par le déni de la pédagogie. La pédagogie, combattue par les conservateurs, peut-être en effet un antidote et donc un frein pour le développement du libéralisme. Dans un système libéral, le modèle unique de la transmission avec plus ou moins de talent, de l'explication magistrale, de l'application avec une masse d'exercices à l'école et ailleurs, du contrôle, de la remédiation, est parfaitement adapté. C'est le modèle qui a prévalu jusqu'à la mise en cause de l'école de Jules Ferry, au point que beaucoup de citoyens et même d'enseignants considèrent qu'il est éternel et universel. La pédagogie qui permet à l'élève de construire ses propres savoirs et compétences, de développer son intelligence simultanément en construisant des outils mentaux, de favoriser les transferts, de mettre en relation, de raisonner, qui prend en compte toutes les dimensions de l'éducation – apprendre à connaître, à faire, à être, à vivre ensemble, les quatre piliers de J. Delors -, qui vise à l'émancipation de l'homme et qui le prépare à la démocratie participative, qui est le principal moteur de la réussite des apprentissages doit être mise pleinement à sa place, une place déterminante. Comment peut-on et le pourra-t-on longtemps encore parler des performances des enfants et de l'école sans les mettre en regard de l'analyse des pratiques pédagogiques? La principale responsabilité de l'encadrement se situe bien au niveau de l'évolution, de la transformation des pratiques pédagogiques puisqu'il ne travaille pas directement avec les élèves, il travaille avec les enseignants. Il est quand même surprenant que l'on ne soit pas encore capable d'analyser les pratiques des enseignants, de les connaître, de les faire évoluer, que l'on parle des histogrammes et camemberts constitués avec les résultats des élèves sans être capables de caractériser les pratiques qui les produisent. On tendrait à prouver, peut-être le veut-on?, que le rôle des enseignants est finalement secondaire. Il n'est pas sûr que les enseignants qui privilégient le savoir disciplinaire et sa transmission aient conscience que, ce faisant, il dévalorise leur fonction. Loin d'être les seuls et les meilleurs transmetteurs de savoirs dans ce monde de la communication, s'ils étaient simultanément et clairement professeur de discipline ou professeur polyvalent... et professeur d'intelligence, de français (puisque l'on parle, lit et écrit dans toutes les disciplines) et de citoyenneté, leur place dans la société d'aujourd'hui et leur image pourraient en ressortir grandies.

Les questions de budget ne sont pas évoquées dans ces réflexions. Elles sont importantes: suppression de postes et de moyens pédagogiques. Mais d'une part, elles sont largement traitées par les partis politiques d'opposition qui faute de grand projet éducatif global porteur se réfugient dans la lutte, plus facile, sur les moyens et par les syndicats d'enseignants qui jouent légitimement leur rôle. On peut pourtant considérer qu'elles ne sont pas les plus importantes actuellement et que la définition des missions du système éducatif et des enseignants pourrait être un élément fort pour justifier les revalorisations nécessaires

Notre système éducatif souffre.

Il est vrai que le sujet est difficile et qu'il nécessite beaucoup de courage politique. Il est vrai que pour concevoir l'avenir de l'éducation, on prend toujours le risque d'entrer dans la polémique politicienne ou de s'engager dans des débats idéologiques sans issue. Le projet éducatif global est nécessairement lié à un projet de société. On se heurte alors à l'opposition entre un projet de gauche et un projet de droite, à l'opposition entre un projet libéral et un projet démocratique

Dans ce domaine sensible, délicat, difficile, il faut pourtant sortir des confrontations et des risques de ruptures à chaque alternance politique. Un système éducatif neuf, moderne, à la hauteur des enjeux du nouveau siècle a besoin de la durée. En la matière, donner du temps au temps se traduit sur plusieurs générations sans changer tous les cinq ans de perspective

Il est possible de transcender les querelles sans nier les divergences, de s'engager pour le long terme dans l'intérêt supérieur de la Nation. Plutôt que de limiter les débats aux questions de moyens, plutôt que d'opposer un modèle démocratique que les partis de gauche peinent d'ailleurs à élaborer faute d'être libérés de contraintes électoralistes qui poussent à ne déranger personne, à un modèle libéral en construction qui ne répond pas aux besoins et à la tradition républicaine de notre pays, il suffirait que l'on se décide à élaborer un grand projet dans la perspective de 2040 ou 2068 autour de deux axes dont tout le monde parle à droite et à gauche mais que personne ne sait comment les mettre en oeuvre vraiment et de se donner le temps de la concertation et de la réflexion collective au niveau de tous les citoyens, tous concernés par l'éducation, plutôt que d'accumuler des mesurette, des bricolages, des ravalements partiels allant plutôt dans un sens que dans l'autre sans le dire.

Le développement de société de la connaissance et de la communication et, conjointement, la promotion de l'éducation et de la formation tout au long de la vie pourraient être les axes fédérateurs d'un nouveau grand projet français, à condition que l'on admette qu'il ne peut s'agir d'ajouter des choses au fonctionnement actuel des systèmes sans les changer, que ces deux axes conduisent nécessairement à remettre en cause les logiques et les contraintes des disciplines scolaires classiques, qu'ils se préparent dès l'école maternelle et qu'ils concernent toute la société: l'Ecole, les parents, les mouvements d'éducation populaire, les médias, les collectivités territoriales, etc

Face à un projet libéral qui se construit sans débat de fond et sans associer les citoyens et qui présente des dangers considérables et face à un projet démocratique qui n'est pas encore écrit complètement, certains sujets (les missions des enseignants et les contenus, les savoirs scolaires par exemple) dressant des obstacles sans cesse fuis ou contournés, ce serait peut-être le seul moyen de ne pas nous condamner à des effets de balancier qui n'ont pas de sens par rapport au progrès de la civilisation, à la guerre civile, pour reprendre le titre d'un beau livre de Philippe MEIRIEU (*L'école ou la guerre civile*) et au désespoir.

Les pédagogues espèrent toujours et luttent.

Puissent-ils être entendus avant qu'il ne soit trop tard !